

Pourquoi la mondialisation d'aujourd'hui se fait en effet miroir de celle du XIXe siècle



Selon l'économiste Branko Milanovic, notre phase actuelle de la mondialisation serait un miroir de la mondialisation couvrant la période allant de la moitié du XIXe siècle jusqu'à la première guerre mondiale.

Avec Jean-Marc Siroën

Atlantico.fr : Dans un article publié ce 24 avril, l'économiste Branko Milanovic décrit notre phase actuelle de la mondialisation comme un miroir de la mondialisation couvrant la période allant de la moitié du XIXe siècle à la première guerre mondiale. La première étape étant celle de l'expansion de l'occident, l'étape actuelle étant celle d'un rééquilibrage avec l'Asie. Dans quelle mesure peut-on voir un lien historique "naturel" entre ces deux étapes ?

Jean-Marc Siroën : On peut être d'accord sur un constat : l'écart de richesse entre d'une part la première puissance économique du XIX^e siècle, l'Angleterre et, d'anciennes puissances industrielles comme l'Inde ou la Chine, n'a cessé de s'accroître avec, à partir des années 1980, un retournement, qui est encore loin d'être un rattrapage.

Pour Milanovic, ce qui fut vrai hier pour l'Occident, le serait demain pour l'Asie. Il faut toujours se méfier d'analogies historiques trop rapides. Si la mondialisation est un « miroir », il est très déformant. Une des critiques majeures que je fais aux travaux de Branko Milanovic, par ailleurs très éclairants, est d'attribuer toutes les évolutions économiques et sociales du monde à une mondialisation qui, par ailleurs, n'est jamais clairement définie (commerce ? capital financier ? migrations ?) ce qui laisse de côté une multitude d'autres facteurs parmi lesquels les évolutions technologiques, les changements institutionnels ou les transitions démographiques.

Le découpage historique de Milanovic est contestable. D'abord, la mondialisation des trente glorieuses post-Bretton Woods n'est ni celle du XIX^e siècle, ni celle des quarante dernières années. Elle se réalisait entre pays développés et marginalisait les pays du Sud. Ensuite, prendre l'Angleterre comme référence de l'Occident sur... deux siècles est extrêmement critiquable : si au XIX^e siècle, elle a fait bien mieux que la plupart des pays continentaux, elle a fait plutôt moins bien après la première et la seconde guerre mondiale. Mais surtout, la richesse (relative) anglaise n'est pas celle de l'Occident. Au XIX^e siècle, les écarts au sein même de l'Europe sont extrêmement élevés avec des pays très pauvres comme l'Italie, l'Espagne, l'Irlande et même l'Allemagne, le Danemark ou la Suède dont les écarts pourraient se comparer avec ceux que présentent Milanovic pour l'Inde, la Chine et l'Indonésie à la différence que le rattrapage fut plus précoce.

Même si on limite la mondialisation au commerce, des différences importantes apparaissent sur les coûts de transport (qui baissent davantage au XIX^e siècle qu'au XX^e) et même sur les droits de douane qui restent en moyenne élevés dans certains pays protectionnistes (États-Unis, Allemagne, Russie, voir la France des tarifs Méline). Le cliché selon lequel le XIX^e siècle aurait été un siècle libéral est d'ailleurs à réviser puisque ce fut aussi un siècle mercantiliste, fondé sur les conquêtes coloniales : interdiction des

machines en Inde pour mieux développer l'industrie textile en Angleterre, guerre de l'opium pour ouvrir le marché chinois à la drogue produite [dans les colonies asiatiques de l'Angleterre et de la France](#) (l'actuel gouvernement chinois s'appuie d'ailleurs sur cette humiliation pour assoir son nationalisme).

Même si on peut s'inquiéter du néo-colonialisme chinois en Afrique, voire en Europe centrale, j'ai donc quelques difficultés à voir la « seconde » mondialisation un reflet très clair de la première.

Au XIX^e siècle et au début du XX^e, le colonialisme a empêché la diffusion de la révolution industrielle en Asie et il faut attendre non seulement l'indépendance mais l'abandon de politiques économiques « stalinienne » et protectionnistes pour qu'ils s'engagent dans ce qui n'est encore qu'un rattrapage. Dans la croissance de ce pays, le changement de modèle économique a favorisé l'agriculture, les infrastructures et l'éducation ce qui a davantage favorisé le rattrapage que le commerce international.

Quels ont été les effets induits pour les populations de ces deux périodes, aussi bien en termes de migrations que de revenus ?

Une des principales différences entre les deux périodes tient dans les phénomènes migratoires. Ainsi, au milieu du XIX^e siècle c'est à peu près la moitié de l'Irlande qui émigre et on n'est pas loin de cette proportion pour des pays comme l'Italie ou la Prusse. Les flux migratoires de pays européens, mais aussi asiatiques (Inde, Japon, Chine) ou proche-orientaux (Liban, Turquie,) vers le nouveau monde (Etats-Unis, Argentine, Australie, Afrique du Sud, etc.) ne se voient pas dans le miroir de Milanovic car on ne trouve pas d'équivalent. Mais ils ont plus violemment encore reconfiguré l'économie mondiale que notre dernière mondialisation.

À partir des années 1980 et surtout 1990, si on laisse de côté (à tort !) la mondialisation financière, c'est la généralisation du libre-échange et l'expansion du commerce international qui dominent, pas les phénomènes migratoires. Ils ne sont certes pas négligeables -migration des Mexicains vers les Etats-Unis, par exemple- mais ils restent essentiellement intrarégionaux (par exemple de la savane africaine vers les villes) et sans commune mesure avec les mouvements intercontinentaux de masse du XIX^e siècle.

Ces deux variantes de la mondialisation -commerce ou migration- n'ont pas les mêmes effets sur la distribution des revenus. Au XIX^e siècle, l'émigration raréfie la main d'œuvre non qualifiée dans les pays concernés ce qui favorise la hausse des salaires et réduit les inégalités dans l'ancien-monde essentiellement européen. Le phénomène inverse a lieu dans le nouveau monde qui accueille les migrants européens ou asiatiques où les inégalités internes s'accroissent. On remarquera d'ailleurs la permanence de ce constat : les pays d'immigration du XIX^e siècle, y compris les colonies (Etats-Unis, Brésil, Afrique du Sud...) conservent encore aujourd'hui des niveaux d'inégalités plus élevés que ceux des pays européens.

A la fin du XX^e siècle et jusqu'à aujourd'hui (du moins jusqu'à la crise de 2008), la délocalisation des activités intensives en main d'œuvre peu qualifiée des pays industriels vers les pays en développement, notamment, asiatiques, a permis de diffuser la révolution industrielle mais en contribuant à accroître les inégalités dans l'« ancien monde » occidental, cette fois sans symétrie puisque les inégalités se sont souvent aussi accrues dans le « nouveau monde » notamment en Inde et en Chine. Les choses pourraient néanmoins changer. La Chine, qui a longtemps pu puiser dans le monde rural une main d'œuvre bon marché et favorisé l'émergence d'une classe moyenne urbaine voit ce réservoir s'assécher et les salaires ont augmenté rapidement ce qui pourrait conduire à la réduction des inégalités, du moins entre la classe ouvrière et les classes moyennes et supérieures.

Comment interpréter la question de la fragilisation des classes moyennes et populaires occidentales, connue au cours de ces dernières décennies, dans ce processus ?

Il n'y a pas de fatalité au fait que ce que gagnent certains pays soient perdus par les autres. De ce point de vue, là encore, la dernière mondialisation s'est distinguée de la précédente : elle s'est accompagnée d'une réduction des inégalités entre pays alors que celle du XIX^e siècle les avait accrues comme le montre le cas de l'Inde et de la Chine.

Toutefois le fait que tous les pays soient globalement « gagnants », n'empêche pas qu'à l'intérieur, une partie de la population soit perdante.

Contrairement à Milanovic, je n'attribue pas à la seule mondialisation et, a fortiori, à la seule mondialisation commerciale, la fragilisation des classes moyennes et populaires, même si elle a sa part de responsabilité. Les pays occidentaux ont certes connu à partir des années 1980 une évolution de la mondialisation qui les mettait frontalement en concurrence avec les pays à bas salaires, alors que pendant les « trente glorieuses », celle-ci se réalisait avec des pays à salaires et niveaux de développement comparables. Mais les pays occidentaux ont aussi affronté de nouvelles crises économiques alimentées par une mondialisation financière spéculative qui ne doit pas grand-chose aux pays à bas salaires. Ils ont aussi connu une nouvelle révolution industrielle qui déclassait les compétences et le capital ancien et un vieillissement de la population qui impose un surcroît de transferts. Cette fragilisation d'une large partie de la population, insatisfaite du présent et inquiète de l'avenir, a déstabilisé les systèmes politiques avec l'effet pervers de rendre plus difficile encore l'adoption de mesures correctives.

Objectivement, on ne peut pas dire que les « gagnants » n'ont pas contribué à compenser les « perdants » comme le montre l'importance des transferts sociaux, notamment en France. Mais cette redistribution se heurte à la fois à des contraintes macro-économiques de plus en plus resserrées et au ressenti de populations légitimement plus valorisées par les revenus du travail que par les transferts sociaux. Ces derniers atténuent certes, et assez fortement, les indicateurs d'inégalités « primaires » mais avec l'effet pervers d'accroître le sentiment d'injustice chez ceux qui n'en bénéficient pas autant que ce qu'ils pensent mériter, à tort ou à raison, quand ils se comparent aux autres.